

*Le budget—M. Oberle*

● (1700)

Je présume qu'une des raisons de cet état de choses est que nous n'avions aucune politique scientifique d'envergure nationale. Nous étions dépourvus de toute direction. Nous faisons concurrence au Japon et à l'Allemagne, deux pays qui nous ont supplantés. Tout comme il tenait à donner une culture nouvelle et artificielle au Canada, l'ancien gouvernement était obsédé par son désir de donner de notre pays une nouvelle image industrielle. L'industrie forestière, les mines et l'agriculture étaient devenues des occupations rurales et primitives à réléguer dans l'ombre, pour tout un pays voulant se présenter comme une société industrielle moderne. Au lieu de bâtir sur nos forces naturelles, le gouvernement les a laissées s'étioler. A cause de cela, nos industries primaires éprouvent maintenant de graves difficultés.

Il y a 350 villes au Canada, la plupart dans le couloir central du pays et dans le Nord, qui dépendent entièrement des mines ou de l'industrie forestière ou même des deux. Le blé, le bois de charpente, les produits forestiers et les minerais représentent 95 p. 100 de toutes les marchandises transportées par notre réseau ferroviaire.

Ce n'est pas que le gouvernement antérieur n'était pas au courant de ces problèmes, mais il avait d'autres priorités. De fait, il a essayé de temps à autre de trouver des solutions. Je dois le reconnaître. Ordinairement, il proposait ces solutions un an et demi ou deux ans avant les élections. Le problème, c'est que les investissements dans les sciences et la technologie ne produisent pas de résultats dans l'espace de trois ans. Ils ne donnent pas de résultats, surtout dans le domaine de la recherche, pendant la période entre deux élections. Si l'on veut vraiment faire quelque chose dans le domaine des sciences et de la technologie, il faut voir loin et planifier des décennies d'avance. C'est une chose que le gouvernement antérieur n'a jamais su faire. Au lieu, il proposait des solutions artificielles pour rattraper les retards dont il était la cause.

Parmi ces solutions, il y a eu le crédit d'impôt à la recherche scientifique, de triste mémoire. Ce programme nous a fait perdre environ 3.5 milliards de dollars de recettes fiscales. Selon les chiffres que j'ai, entre 1.5 milliard et 2 milliards de dollars n'ont même pas été utilisés pour la recherche et le développement. Ce programme a favorisé la comptabilité créatrice et la manipulation fiscale plutôt que l'innovation industrielle. Je voudrais que vous essayiez d'imaginer ce que je pourrais faire maintenant à titre de ministre des Sciences et de la Technologie avec 2 milliards de dollars.

Le gouvernement précédent avait une autre obsession. Il croyait favoriser la cause de la science en construisant des édifices de classe internationale à travers le pays. Ainsi, un de ces immeubles situé à Montréal, a coûté plus de 60 millions de dollars. C'est une construction prestigieuse qui occupe deux pâtés de maisons. L'architecte devrait recevoir une récompense en conséquence. Or, l'occupation de l'immeuble n'a pas été planifiée. Ils ont construit l'immeuble pour en faire un centre de technologie internationale. Le Conseil national de recherche en prendra possession en juin et personne ne s'est demandé comment on administre un centre de technologie internationale. Si la technologie est importante, aucun plan n'a été établi. Il faudra maintenant que je conçoive un plan en fonction de l'édifice, ce que je ferai, et ce sera alors un vrai centre de technologie internationale.

Un autre bâtiment a été érigé à Winnipeg, où l'escalier en spirale coûte plus cher que la chambre des machines. Cet autre effort d'envergure mondiale a coûté 30 millions de dollars. Pourtant, Winnipeg a surtout besoin d'un centre de technologie industrielle. Je dois encore concevoir un programme en fonction de l'édifice, ce que je ferai. Je l'ai annoncé dernièrement à Winnipeg et la réaction a été enthousiaste parce que les gens ne comprenaient plus trop bien la politique de l'ancien gouvernement. Ce n'est pas avec de la brique et du mortier que l'on fait progresser la science et la technologie. Cette cause requiert des ressources humaines et des connaissances, et de cela on n'en a pas tenu compte.

**Des voix: Bravo!**

**M. Oberle:** Il faut d'abord apprendre à dépenser judicieusement parce que nous n'avons pas les moyens de rectifier la première année toutes les erreurs de 20 années de laisser-faire. Il faut fixer de nouveaux objectifs qui vont inspirer les jeunes surtout, les scientifiques en général d'ici l'aurore du XXI<sup>e</sup> siècle. Et j'ai vite compris en assumant mes fonctions que le gouvernement sera impuissant à le faire tout seul. La situation critique dans laquelle nous nous trouvons nécessitera les efforts conjugués du gouvernement, des entreprises, des universités, et de la collectivité scientifique. Je veux que le soudeur qui est un artiste du chalumeau oxyhydrique, ou encore l'agriculteur qui a des idées mais aucun contact avec ces institutions, aient les moyens de faire construire leur prototype.

Nous devons changer d'attitude à l'égard de nos propres travaux de recherche et de développement. Nous en effectuons beaucoup. Le Conseil national de recherches effectue un excellent travail et favorise le progrès, mais nous devons changer d'attitude, du moins à courte échéance, pour diffuser rapidement la technologie qui dort sur les rayons des laboratoires du gouvernement, la mettre à la portée des entrepreneurs pour qu'ils puissent fabriquer des produits exploitables. Nous devons fournir une plus grande sécurité aux personnes qui œuvrent dans ce domaine et peut-être autoriser les plus brillantes d'entre elles à travailler au sein du secteur privé.

Je tiens à dire un mot de nos premières tentatives pour amener un changement et adopter une nouvelle orientation. A propos du budget, j'ai annoncé un nouveau programme quinquennal concernant les travaux de recherche dans les universités, travaux qui représentent de 18 à 20 p. 100 de notre effort total. Au cours des cinq prochaines années, nous allons porter à 1.054 milliard de dollars les crédits affectés au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, au Conseil de recherches médicales du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. D'ici 1990-1991, ces organismes disposeront de 311 millions de dollars de plus qu'en 1985-1986. C'est exactement le montant dont disposera cette année le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada. Il recevra 555 millions de dollars de plus.

Les critiques prétendent que ce programme sera un échec et qu'il ne permettra pas de compenser l'inflation. Je me demande où ils ont appris à compter. Ils jonglent avec les chiffres, et nous en avons plein le dos. Nous ne voulons plus jouer au plus fin avec les Canadiens. Ceux-ci nous jugeront à nos œuvres. Nous avons atteint tous les objectifs que le ministre des Finances (M. Wilson) avait annoncés lorsque notre parti a accédé au pouvoir en septembre 1984. Les objectifs que nous nous sommes fixés dans ce budget seront de